

## **Parmi ceux du type exemplaire de l'homme : Aujourd'hui Julian Assange**

Jeudi 11 Avril 2019

### **Arrestation de julian Assange**

<https://www.youtube.com/watch?v=7Z00wtysST4>

RT France

Ajoutée le 11 avr. 2019

Des agents du service de la police métropolitaine ont arrêté ce 11 avril le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, réfugié depuis sept ans dans l'ambassade d'Equateur de Londres. L'agence vidéo Ruptly a réussi à filmer son arrestation.

***Bref Retour sur révélations :***

## **Parmi ceux du type exemplaire de l'homme : Jeremy Hammond**

source: <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article138354>

de : **Jean-Yves Peillard**

jeudi 21 novembre 2013

On voit dans cet article un certain pessimisme concernant la « prophétie de Malraux ». (sacré Malraux qui était contradictoire aussi, aimait à en rajouter selon les commentaires)

<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article137410>

« *« on m'a fait dire : Le 21ème siècle sera religieux ou ne sera pas. La prophétie est ridicule ; en revanche je pense que si l'humanité du siècle prochain ne trouve nulle part un type exemplaire de l'homme, ça ira mal. Et les manifestations (\*) et autres ectoplasmes ne suffiront pas à l'apporter. »*  
(\*) Il s'agit des : Journées insurrectionnelles de mai 68.

*Il semble que Malraux nie avoir fait cette prédiction à propos du 21e siècle dans ce passage.*

*Cependant, du même souffle, il en fait une autre lorsqu'il dit que si l'humanité du siècle prochain ne trouve nulle part un type exemplaire de l'homme, ça ira mal.*

*On ne peut que conclure que l'humanité n'a pas trouvé un type exemplaire de l'homme en ce 21e siècle.*

*Et la prophétie de Malraux semble donc se réaliser sous nos yeux. Certains ont pensé que ce type exemplaire de l'homme était Barack Obama lors de sa première campagne à la présidence américaine.*

*Ils ont déchanté depuis, s'apercevant qu'il est, comme les autres avant lui, un pur produit du Système, le dit Système qui pousse au chacun pour soi et au "au plus fort la poche" et qui met, non pas l'argent au service de l'être humain, mais l'être humain au service de l'argent. »*

Les compatriotes d'Obama confirment ici:

[https://bellacio.org/fr/spip.php?article135570:](https://bellacio.org/fr/spip.php?article135570)

*« Et nous avons voulu mettre en lumière l'impuissance des institutions libérales et gouvernementales officielles autrefois capables de diriger mais qui n'ont plus aujourd'hui assez de pouvoir pour contrecarrer l'assaut des multinationales. » [...] « Une poignée d'oligarques internationaux du monde des affaires concentre tout – la richesse, le pouvoir et les privilèges – et le reste d'entre nous doit lutter pour survivre à l'intérieur d'une vaste classe de sous-citoyens de plus en plus pauvres et réprimés. Il y a des lois pour nous ; et d'autres lois pour une puissante élite qui fonctionne comme une mafia sans frontières.*

*Nous assistons impuissants au désastre. Le droit de vote ne nous sert à rien contre la puissance des multinationales. Les citoyens n'ont pas les moyens d'attaquer en justice les banquiers et les financiers de Wall Street pour fraude, ni les officiels de l'armée et des services secrets pour torture et crimes de guerre, ni les officiers de surveillance et de sécurité pour atteinte aux droits de l'homme. La réserve Fédérale n'a plus pour seule fonction que d'imprimer de la monnaie qu'elle prête aux banques et aux organismes financiers à 0% d'intérêt, pour que ces entreprises privées nous la prêtent ensuite à des taux usuraires qui vont jusqu'à 30%. Je ne sais même plus quel nom donner à ce système. Ce n'est certainement pas du capitalisme. C'est plutôt de l'extorsion. »*

Hé si, c'est du capitalisme poussé à son paroxysme comme l'a été le nazisme, la négation de l'homme dans son environnement mais :

*« L'altruisme n'exige pas la déprise, l'anéantissement, la dépression de soi, le désintéressement sacrificielle qui s'abandonne à une altérité radicale (Dieu, la loi morale ou autrui). L'abandon, la déprise de soi, est au contraire l'un des chemins qui mènent le plus sûrement l'individu à la soumission, à l'obéissance aveugle et à la servilité. Seul, celui qui s'estime et s'assume pleinement comme un soi autonome peut résister aux ordres et à l'autorité établie, prendre sur lui le poids de la douleur et de la détresse d'autrui et, lorsque les circonstances l'exigent, assumer les périls parfois mortels que ses engagements les plus intimement impérieux lui font courir. »*

*P96 «zone grise » « Un des aspects tragiques de l'existence humaine tient à ceci que les choix cruels ne peuvent pas toujours être éludés, qu'il se trouve des circonstances où ce n'est pas la voie claire du bien qui se montre devant nous, aussi difficile puisse-t-il être de la suivre, mais le croisement ambigu entre les chemins du mal et du désastre. » [...]*

*« Chacun revêt aisément l'armure du chevalier lorsqu'elle ne lui coûte que le prix du rêve. Mais rendus à la réalité, le poids des choses, la contraintes des situations, le soucis des intérêts propres se font à nouveau sentir, nous engluant dans la torpeur et la passivités de l'homme docile. Rares sont ceux qui trouvent en eux le courage de s'en extraire, aujourd'hui comme hier. » [...] « Il y a de la probité et de l'honnêteté de chacun d'envisager lucidement l'éventualité de sa propre lâcheté, et de se demander si, en pareilles circonstances, nous aurions agi avec le courage et la dignité qui paraissent aujourd'hui, à distance du passé, si faciles à exiger d'autrui. »  
(Michel Terestchenko «Un si fragile vernis d'humanité »)*

Malraux s'emportait de trop avec « ses grands hommes » , « entre-là Jean Moulin avec ton funèbre cortège, avec tous les rayés les tondu des camps de concentration... » Des panthéonades comme la légion d'honneur, comme l'enseignement de la morale à l'école ou

l'anglais dans les universités...

Malraux et « ces chênes qu'ont abat », maintenant c'est ces chaînes que l'on coupe, et ils y a en a qui arrivent à s'échapper tous les jours.

Il y a plein de " type exemplaire de l'homme" mais évidemment ils ne sont pas au pouvoir car un "type exemplaire de l'homme" fuit le pouvoir.

Et chacun fait une contribution ni grande ni modeste, une contribution.

- Ceux des bateaux pour la Palestine sont du " type exemplaire de l'homme"
- Ceux de Tarnac, de NDDL, de Notav, de Valognes etc sont du " type exemplaire de l'homme"
- Les Assange Snowden Mannig Hammond sont du " type exemplaire de l'homme"
- Les Jacquard, Hessel, Aubrac, Slitinsky sont du " type exemplaire de l'homme"
- Les DAL enfant de don quichote jeudi noir déboulonneurs criirad antinuc faucheur clownistan etc sont du " type exemplaire de l'homme"

Et ils sont toujours contradictoires car les hommes sont contradictoires ;

- les Sakharov, Nesterenko sont du " type exemplaire de l'homme" (ancien pronucs)
- Les Bernard Ronot, André Pochon (anciens agriculteurs passant de la chimie au respect du vivant) sont du " type exemplaire de l'homme"
- Ceux du marché de producteurs du coin sont du " type exemplaire de l'homme"
- Ceux qui accueillent des Rroms sont du " type exemplaire de l'homme"
- Les femmes de Fukushima sont du " type exemplaire de l'homme"
- Les femmes africaines sont du " type exemplaire de l'homme" Wangari Mataï, Aminata Traoré, etc on en a rencontré une autre, béninoise, lors des rencontres des dix ans des faucheurs à Bouzy la Forêt cet été.
- Les femmes arborigènes d'Australie contre les mines d'uranium, les indiens d'amérique du sud contre la déforestation de leur terre ancestrale, ceux du Chiapas etc sont du " type exemplaire de l'homme".

D'ailleurs Malraux était peut-être un tantinet misogyne, d'où peut être cette réflexion qui lui fait craindre le pire car il ne voit que l'homme, comme Paccalet (l'humanité disparaîtra bon débarras). Car le type exemplaire de l'homme sont surtout des femmes : Vandana Shiva, MM Robin, etc C'est écrit dans la chanson...

Du coup, Mannig est devenue femme et cela ne retire en rien qu'il demeure avec Assange ; Hammond et beaucoup d'autres boutures qui poussent, du « type exemplaire de l'homme ».

Et il faut multiplier à l'infini leur message et notre soutien, multiplier par nos actes ceux « du type exemplaire de l'homme »

### **Déclaration de Jeremy Hammond (extrait)**

*"Je voudrais aussi hurler pour tous mes frères et sœurs qui sont derrière les barreaux et pour celles et ceux encore dehors qui combattent toutes les formes de pouvoir.*

*Les actes de désobéissance civile et d'action directe pour lesquels je suis condamné aujourd'hui sont en accord avec les principes de communauté et d'égalité qui guident ma vie. J'ai piraté des dizaines de sociétés de haut niveau et des institutions gouvernementales, comprenant très clairement que ce que je faisais était contraire à la loi, et que mes actions pourraient m'envoyer dans une prison fédérale. Mais je sentais que j'avais l'obligation d'utiliser mes compétences pour dénoncer et lutter contre cette injustice, et de mettre en lumière la vérité.*

*Aurais-je pu atteindre les mêmes objectifs par des moyens légaux ? J'ai tout essayé, depuis l'appel à signatures de pétitions à l'organisation de manifestations pacifiques, j'ai constaté que les personnes au pouvoir ne veulent pas que la vérité soit révélée. Quand nous exposons la vérité au pouvoir, nous sommes au mieux ignorés et au pire brutalement réprimés. Nous sommes confrontés à une structure de pouvoir qui ne respecte pas son propre système de « mécanisme régulateur », peu lui importent les droits de ses propres citoyens ou de ceux de la communauté internationale.*



garde sur le risque d'une guerre mondiale.

Avec l'exclusion ou l'expulsion de nombreux journalistes indépendants, voire de la plupart d'entre eux, un coin d'Internet est devenu une source vitale de divulgation et d'analyse fondée sur des preuves : de véritables sites de journalisme comme wikileaks.org, consortiumnews.com, wsws.org, truthdig.com et globalresearch.org, counterpunch.org et informationclearinghouse.com (*et legrandsoir.info ... nan, j'déconne – NdT*) sont des lectures nécessaires pour ceux qui essaient de donner un sens à un monde dans lequel la science et la technologie progressent merveilleusement tandis que la vie politique et économique des 'démocraties' régresse derrière une façade médiatique de spectacle narcissique.

### **Propaganda Blitz**

En Grande-Bretagne, un seul site Web offre une critique médiatique indépendante et constante. C'est le remarquable *Media Lens* - remarquable en partie parce que ses fondateurs et rédacteurs ainsi que ses seuls auteurs, David Edwards et David Cromwell, depuis 2001, ont concentré leur regard non pas sur les suspects habituels, la presse conservatrice, mais sur les modèles du journalisme libéral réputé : la BBC, The Guardian, Channel 4 News.

Leur méthode est simple. Meticuleux dans leurs recherches, ils sont respectueux et polis lorsqu'ils demandent pourquoi un journaliste a produit un reportage aussi partial, ou a omis de divulguer des faits essentiels ou diffusé des mythes discrédités.

Les réponses qu'ils reçoivent sont souvent défensives, parfois insultantes ; certaines sont hystériques, comme s'ils s'en étaient pris à une espèce protégée.

Je dirais que Media Lens a brisé le silence sur le journalisme commercial. Comme Noam Chomsky et Edward Herman dans *Manufacturing Consent*, ils représentent un cinquième pouvoir qui déconstruit et démystifie le pouvoir des médias.

Ce qui est particulièrement intéressant à leur sujet, c'est que ni l'un ni l'autre n'est journaliste. David Edwards est un ancien professeur, David Cromwell est océanographe. Pourtant, leur compréhension de la moralité du journalisme - un terme rarement utilisé ; appelons cela de la vraie objectivité - est une qualité vivifiante de leurs publications.

Je pense que leur travail est héroïque et je placerais un exemplaire de leur livre, *Propaganda Blitz*, qui vient de paraître, dans chaque école de journalisme qui sert les intérêts du système, c'est-à-dire toutes.

Prenons le chapitre intitulé "Démantèlement du Service National de Santé", dans lequel Edwards et Cromwell décrivent le rôle crucial joué par les journalistes dans la crise à laquelle est confronté le pionnier des services de santé en Grande-Bretagne.

La crise du NHS est le produit d'une construction politique et médiatique connue sous le nom d'"austérité", avec son langage trompeur et malhonnête sur les 'économies par la productivité' (terme de la BBC pour désigner les réductions des dépenses publiques) et les 'choix difficiles' (la destruction volontaire des fondations de la vie civilisée dans la Grande-Bretagne moderne).

'L'austérité' est une invention. La Grande-Bretagne est un pays riche qui a une dette envers ses banques véreuses, et non envers son peuple. Les ressources qui permettraient de financer confortablement le Service national de santé ont été volées au vu et au su de tous par les quelques personnes autorisées à se dispenser et à évader des milliards de dollars d'impôts.

Utilisant un vocabulaire d'euphémismes d'entreprise, le service de santé public est délibérément dénigré par des fanatiques du marché libre, pour justifier sa mise en vente. Le parti travailliste de Jeremy Corbyn peut donner l'impression de s'y opposer, mais le fait-il réellement ? La réponse est très probablement non. Les médias n'y font guère allusion, et encore moins ne l'expliquent.

Edwards et Cromwell ont disséqué la loi *Health and Social Care Act* de 2012, dont le titre inoffensif cache ses conséquences désastreuses. Inconnue de la majorité de la population, la loi met fin à

l'obligation légale des gouvernements britanniques de fournir des soins de santé universels et gratuits : le principe même sur lequel le NHS avait été créé après la Seconde Guerre mondiale. Les entreprises privées peuvent désormais prendre la place du NHS, morceau par morceau.

Où était la BBC, se demandent Edwards et Cromwell, lorsque ce projet de loi d'une importance capitale se frayait un chemin jusqu'au Parlement ? La BBC, qui de par la loi s'engage à 'fournir une vue d'ensemble' et à bien informer le public des 'questions de politique publique', n'a jamais exposé en détail la menace qui pèse sur l'une des institutions les plus chéries du pays : elle n'a jamais fait état de la menace qui pèse sur une de ses institutions les plus précieuses. Un gros titre de la BBC disait : '*Un projet de loi qui donne du pouvoir aux médecins généralistes.*' C'était de la pure propagande d'État.

### **Les médias et l'invasion de l'Irak**

Il y a une similitude frappante avec la couverture par la BBC de l'invasion illégale de l'Irak en 2003 par le Premier ministre Tony Blair, qui a fait un million de morts et beaucoup plus de démunis. Une étude de l'Université du Pays de Galles, à Cardiff, a révélé que la BBC reflétait 'massivement' la position du gouvernement tout en reléguant les rapports sur les souffrances des civils. Une étude de *Media Tenor* a placé la BBC au dernier rang d'une ligue de radiodiffuseurs occidentaux pour le temps de parole accordé aux adversaires de l'invasion. Le 'principe' d'impartialité tant vanté de la BBC n'a jamais été ne serait-ce qu'envisagé.

L'un des chapitres les plus révélateurs de *Propaganda Blitz* décrit les campagnes de diffamation menées par les journalistes contre les dissidents et les lanceurs d'alerte. La campagne du *Guardian* contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, est la plus troublante. Assange, dont les révélations épiques de WikiLeaks ont apporté la gloire, des prix de journalisme et des largesses au *Guardian*, fut abandonné quand il ne fut plus utile. Il fut ensuite soumis à une attaque virulente - et lâche - d'un genre que j'ai rarement connu.

Sans un sou reversé à WikiLeaks, un livre du *Guardian* qui fit grand tapage a fait l'objet d'un film hollywoodien très lucratif. Les auteurs du livre, Luke Harding et David Leigh, ont gratuitement décrit Assange comme une '*personnalité endommagée*' et '*insensible*'. Ils ont également divulgué le mot de passe secret qu'il leur avait confié à titre confidentiel pour protéger un fichier numérique contenant les câbles diplomatiques des États-Unis.

Alors qu'Assange se trouvait piégé dans l'ambassade de l'Équateur, on a pu voir Harding, debout parmi la police à l'extérieur, jubiler sur son blog que '*Scotland Yard pourrait bien avoir le dernier mot, rira bien qui rira le dernier*'.

La chroniqueuse du *Guardian*, Suzanne Moore, a écrit : '*Je parie qu'Assange s'empiffre de cochons d'inde. C'est vraiment une grosse merde.*'

Moore, qui se décrit elle-même comme une féministe, s'est plainte plus tard que, après avoir attaqué Assange, elle avait subi des '*mauvais traitements*'. Edwards et Cromwell lui ont écrit : '*C'est vraiment dommage, nous sommes désolés de l'entendre. Mais comment décririez-vous le fait d'appeler quelqu'un 'une grosse merde' ? Une insulte de bas étage ?*'

Moore répondit que non, elle ne le ferait pas, tout en ajoutant : '*Je vous conseille d'arrêter votre putain de condescendance*'. Son ancien collègue du *Guardian*, James Ball, a écrit : '*Il est difficile d'imaginer l'odeur qui doit régner à l'ambassade de l'Équateur à Londres plus de cinq ans et demi après l'arrivée de Julian Assange.*'

Cette bassesse d'esprit fut publiée dans un journal que sa rédactrice en chef, Katharine Viner, décrit comme 'réfléchi et progressiste'. Quelle est la racine de cette vindicte ? Est-ce la jalousie, une reconnaissance perverse qu'Assange a réalisé plus de scoops que tous leurs journalistes d'élite réunis ? Est-ce parce qu'il refuse d'être 'l'un des nôtres' et qu'il fait honte à ceux qui ont longtemps trahi l'indépendance du journalisme ?

Les étudiants en journalisme devraient étudier ce cas pour comprendre que la source de 'fausses

nouvelles' n'est pas seulement les *trolls*, ou des médias comme Fox News, ou Donald Trump, mais un journalisme qui s'attribue une respectabilité imméritée : un journalisme libéral qui prétend contester le pouvoir corrompu de l'État mais qui, en réalité, le courtise, le protège, et s'en fait le complice. L'amoralité des années Tony Blair, que le Guardian n'a pas réussi à réhabiliter, en est le reflet.

'C'est une époque où les gens aspirent à de nouvelles idées et à de nouvelles alternatives', écrit Katharine Viner. Son rédacteur politique Jonathan Freedland a rejeté le désir ardent des jeunes qui soutenaient les politiques modestes du dirigeant travailliste Jeremy Corbyn comme 'une forme de narcissisme'.

'Comment cet homme a-t-il réussi', a brayé Zoé Williams du Guardian, 'à être candidat aux élections ?' Des collègues à lui, du même journal, journalistes insignifiants, ont joint leurs voix aux siens et ont failli se faire hara-kiri lorsque Corbyn a raté de peu l'élection générale de 2017, malgré les médias.

Les histoires complexes sont rapportées selon une formule de partialité, de oui-dire et d'omission semblable à celle d'une secte : Brexit, Venezuela, Russie, Syrie. En ce qui concerne la Syrie, seules les enquêtes d'un groupe de journalistes indépendants ont permis d'y faire face en révélant le réseau de soutien anglo-américain des djihadistes en Syrie, y compris ceux liés à DAECH.

Soutenu par une campagne 'psyops' [financée](#) par le ministère britannique des affaires étrangères et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le but est de tromper le public occidental et d'accélérer le renversement du gouvernement à Damas, indépendamment de l'alternative médiévale et du risque de guerre avec la Russie.

La Campagne de Syrie, mise sur pied par une agence de relations publiques de New York appelée Purpose, finance un groupe connu sous le nom de Casques blancs, qui prétendent être la 'Défense civile syrienne' et sont vus de manière peu critique dans les journaux télévisés et les médias sociaux, sauvant apparemment les victimes d'attentats, qu'ils filment pour réaliser ensuite eux-mêmes des montages. Il est peu probable que les spectateurs soient au courant. George Clooney est un fan.

Les Casques blancs sont des appendices des djihadistes avec lesquels ils partagent des adresses. Leurs uniformes et leurs équipements pensés pour les médias sont fournis par leurs bailleurs occidentaux. Le fait que leurs exploits ne soient pas remis en question par les grandes agences de presse montre à quel point l'influence des relations publiques soutenues par l'État dans les médias est maintenant profonde. Comme Robert Fisk l'a fait remarquer récemment, aucun journaliste 'grand public' ne parle de la Syrie.

Dans ce qu'on appelle un travail à la hache, une journaliste du Guardian basée à San Francisco, Olivia Solon, qui n'a jamais visité la Syrie, a été autorisée à dénigrer le travail d'enquête des journalistes Vanessa Beeley et Eva Bartlett sur les casques blancs comme '*propagée en ligne par un réseau de militants anti-impérialistes, de théoriciens du complot et de trolls avec le soutien du gouvernement russe*'.

Ces propos diffamatoires ont été publiés sans permettre une seule mise au point, encore moins un droit de réponse. La page *Commentaires* du Guardian fut bloquée, comme le révèlent Edwards et Cromwell. J'ai vu la liste de questions que Solon a envoyée à Beeley, qui se lit comme un acte d'accusation maccarthyste : '*Avez-vous déjà été invitée en Corée du Nord ?*'

Une grande partie des médias dominants est tombée à ce niveau. C'est le subjectivisme qui l'emporte ; les slogans et l'indignation en sont la preuve. Ce qui compte, c'est la 'perception'.

Lorsqu'il commandait les troupes US en Afghanistan, le général David Petraeus a déclaré ce qu'il appelait '*une guerre de la perception... menée en continu via les médias*'. Ce qui importait réellement, ce n'étaient pas les faits, mais la façon dont l'histoire était racontée aux États-Unis. L'ennemi non déclaré était, comme toujours, ceux qui cherchaient à s'informer et les esprits



Hammond fut arrêté le 5 mars 2012, sept jours après que [WikiLeaks](#) ait publié les courriels de Stratfor, et fut [accusé](#) de piratage informatique et tentative de fraude. Toutes les accusations provenaient du piratage de Stratfor qui avait eu lieu des mois auparavant et Hammond s'est demandé pourquoi le FBI l'avait présenté à ' [Hyriiya](#) ', le pirate qui avait initialement découvert la vulnérabilité de Stratfor. Plus important encore, Hammond [a demandé](#) : « Pourquoi les États-Unis nous utilisaient-ils pour infiltrer les réseaux privés de gouvernements étrangers ? » et « Que font-ils avec les informations que nous avons volées ? »

Bien que personne ne sache vraiment ce que le gouvernement des États-Unis a fait avec les informations volées, il est intéressant de noter que certains agents du FBI qui étaient directement impliqués dans l'opération Sabu ont travaillé pour des sociétés privées de cybersécurité qui ont des liens incroyables avec la communauté américaine et britannique du renseignement. De plus, il semble que ces agents ont utilisé Sabu, Hammond et d'autres comme appât pour attraper un poisson beaucoup plus gros : Julian Assange.

### SHAWN HENRY

Lorsque quelqu'un enfreint un réseau et vole des données, puis les rend publiques - qu'il soit étranger et utilise les données pour aider l'industrie de son pays, qu'il les vende comme un groupe du crime organisé ou qu'il les affiche simplement parce qu'il croit que l'entreprise à qui il les a volées agit de façon inappropriée, le fait est que les données ont été volées en violation de la loi fédérale.

Au moment où Shawn Henry a fait cette déclaration à [CIO.com](#) le 19 décembre 2011, il était le directeur général adjoint de la Direction générale du crime cybernétique et d'intervention du FBI ([CCRSB](#)) et il savait que le FBI avait orchestré le piratage de Stratfor moins de deux semaines auparavant. De plus, peu de temps après et peut-être sous la direction d'Henry lui-même, Sabu a commencé à distribuer des cibles étrangères comme des bonbons aux pirates informatiques comme Hammond et à les encourager à déverser des données volées sur un serveur du FBI. Si le FBI a orchestré le piratage de Stratfor, et permis à leur informateur, Sabu, de publier les données le 24 décembre 2011 (et au-delà), a donné aux pirates informatiques les liens avec des cibles étrangères, puis stocké les données volées, pourquoi aucun agent du FBI tel que Henry n'a été poursuivi ? Au contraire, des pirates informatiques comme Jeremy Hammond se sont retrouvés isolés face à une peine de dix ans de prison alors que les agents du FBI impliqués dans l'opération Sabu trouvaient des emplois lucratifs dans le secteur de la cybersécurité privée.

Quelques jours après l'arrestation de Hammond, Henry a quitté le FBI pour travailler pour [CrowdStrike](#), une société de cybersécurité nouvellement créée qui, comme vous vous en souvenez peut-être, fut [embauchée](#) par le DNC [Organe dirigeante du Parti Démocrate – NdT] en 2016 après que ces foutus Russes auraient piraté leur système. Bien que le FBI n'ait jamais examiné personnellement les serveurs DNC, le vieil ami de l'agence, Shawn Henry, président et chef de la sécurité de *CrowdStrike Services*, l'a certainement fait. Il s'est ensuivi un rapport de *CrowdStrike* selon lequel les « [ours russes](#) » ont piraté le DNC, l'apparition de [Guccifer 2.0](#) et la prise de conscience du fait qu'Henry aurait pu être le maître de Sabu quatre ans auparavant. Adam Carter à [g-2.space](#) a fait des recherches approfondies sur le 'hack' DNC et Guccifer 2.0, le personnage en ligne qui affirme que WikiLeaks travaillait avec les Russes. Il a écrit,

Bien que Guccifer 2.0 et la compromission de Sabu avec le FBI se soient déroulés à cinq ans d'intervalle, il y a quelque chose qui relie ces deux personnages en plus des allégations de piratage que j'ai examinées.

Il s'avère que, bien que compromis par le FBI, l'agent en charge de Sabu au moment des allégations de piratage est l'une des deux personnes que j'ai conclu sont les plus susceptibles d'être derrière Guccifer 2.0.

En d'autres termes, les deux allégations de piratage hautement médiatisées et douteuses que j'ai repérées au cours des 6-7 dernières années ont eu un certain lien avec Shawn Henry.'

Ceux qui ont fait des recherches savent très bien que le récit russe concernant le 'hack' de DNC et WikiLeaks est faux. Cela signifie essentiellement que Shawn Henry n'a pas seulement été impliqué dans la création d'un faux récit russe qui a sapé la crédibilité de WikiLeaks, il a été directement impliqué dans l'opération Sabu qui a mis des pirates comme Hammond en prison pour avoir enfreint la loi pour des agents fédéraux.

### **AUSTIN BERGLAS, MILAN PATEL et K2 INTELLIGENCE**

Austin Berglas, Milan Patel

Austin Berglas, ancien agent spécial adjoint en charge de la branche cybernétique du FBI à New York, et Milan Patel, ancien Directeur de la technologie de la Cyber-Division du FBI, ont également été impliqués dans l'opération Sabu et ont finalement quitté l'agence pour travailler dans le secteur privé. En fait, c'est Milan Patel qui a rédigé la [plainte pénale](#) contre Hammond avant de quitter le FBI en juin 2015, pour rejoindre la société privée de services de cybersécurité, [K2 Intelligence](#). [Berglas](#) s'était déjà joint au cabinet deux mois auparavant.

Créé en 2009 par Jules et Jeremy Kroll, le [conseil d'administration](#) de *K2 Intelligence* comprend les Krolls ainsi que Tom Glocer, l'ancien Directeur de *Thomson Reuters*. L'amiral Michael Muller, ancien président des chefs d'état-major interarmées sous Bush et Obama, siège au [conseil consultatif](#).

En août 2017, deux des divisions de K2 ont fusionné avec *Bitvoyant* (anciennement *Qwerty Labs*) pour former une nouvelle société de cybersécurité appelée *BlueVoyant* (anciennement *BlueTeamGlobal*) où Austin Berglas et Milan Patel travaillent actuellement. Comme [Kazworld.com](#) l'a dit, « *Le cabinet emploie des agents recyclés de la police et du renseignement ainsi que des journalistes indépendants pour mener des opérations secrètes pour des sociétés de haute technologie* ». En guise de remarque à tous ceux qui ont lu ma série sur l'uranium, dont '[Frank Giustra's Uranium Deal](#)', je vous recommande vivement de lire l'article de Kazworld.com car il souligne les liens de *K2 Intelligence* avec Mukhtar Ablyazov, l'un des hommes impliqués dans la vente d'uranium à Giustra en 2005 et [qui est lié](#) à l'oncle des terroristes de Boston, Ruslan Tsarni. Mais je m'écarte.

### **BLUEVOYANT**

*BlueVoyant* [est dirigé](#) par l'ancien chef des opérations de *Morgan Stanley*, Jim Rosenthal, ainsi que par l'amiral Michael Mullen et [Tom Glocer](#), que j'ai mentionnés plus tôt. Le reste de la liste de *BlueVoyant* se lit comme un roman d'espionnage. Il y a Dennis Ennis, l'ancien chef du *Threat Intelligence* de la NSA, Gad Goldstein, ancien major-général de Shin Bet, et Ron Feler, ancien commandant adjoint de l'unité de cyber-intelligence de l'armée israélienne, 8200. N'oublions pas [Peter Mandelson](#), ancien premier ministre du Royaume-Uni et Dave Johnston, ancien chef de division du GCHQ [La « NSA » britannique - NdT]. Et puis il y a l'ancien directeur du GCHQ britannique, [Robert Hannigan](#), qui préside actuellement le Comité consultatif européen de BlueVoyant.

### **Robert Hannigan**

Selon [WikiLeaks](#), Robert Hannigan s'est occupé du dossier de Julian Assange au ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni (FCO) avant sa grande promotion au GCHQ. Comme l'a dit un compte Twitter, « La merde monte au sommet » et j'aurais du mal à être en désaccord. Hannigan

[a rejoint le](#) FCO le 29 mars 2010, et c'est peu de temps après l'entrée d'Assange à l'ambassade de l'Équateur en 2012 que Hannigan et le [FCO](#) ont pensé que ce serait une bonne idée de monter un assaut pour s'en saisir.

Le FCO est également le même bureau qui refuse de confirmer ou de nier qu'ils ont une demande d'extradition US pour Assange et a [récemment déclaré](#) que « *le gouvernement de l'Équateur a récemment demandé le statut diplomatique pour M. Assange ici au Royaume-Uni. Le Royaume-Uni n'a pas accédé à cette demande et nous ne sommes pas en pourparlers avec l'Équateur sur cette question.* » Et oui, ce serait comme si la Russie dictait aux États-Unis qui peut ou ne peut pas être un diplomate US parce qu'apparemment le Royaume-Uni a sombré dans l'absurdité politique.

Le nom de Hannigan pourrait aussi vous sembler familier parce que [The Guardian](#) a rapporté qu'il « a transmis du matériel à l'été 2016 au chef de la CIA, John Brennan », ce qui a amené la CIA à utiliser les renseignements pour lancer une enquête sur le candidat présidentiel de l'époque, Donald Trump. Et non, ce n'est pas vraiment surprenant puisqu'on soupçonne depuis longtemps que le GCHQ a aidé à faciliter l'espionnage de Trump et de son équipe comme moyen de contourner les lois US sur la surveillance, mais cela dit, c'est le **Guardian**, alors prenez-le avec des pincettes. Fait intéressant, Hannigan a démissionné brusquement de son poste de directeur du GCHQ trois jours après l'inauguration de Trump.

### Team8

Outre ses liens avec *K2 Intelligence*, *BlueVoyant* est actuellement partenaire de *Team8*, une « plateforme israélienne de réflexion sur la cybersécurité et la création d'entreprises » dirigée par d'anciens membres de la cellule de renseignement des Forces de défense israéliennes, 8200. Selon le site web de *Team8*, les fondateurs se sont également « associés à des investisseurs tels que Microsoft, Cisco, Qualcomm, ATT, Accenture et les *Innovation Endeavors* d'Eric Schmidt ». Schmidt a déclaré,

Nous avons la chance de travailler en partenariat avec Team8, qui est à la pointe de l'innovation en matière de cybersécurité. Team8 est un excellent exemple de la façon dont Israël a certains des meilleurs talents au monde pour relever ces défis.'

Effrayant, n'est-ce pas ?

### SABINA MENSCHEL

Enfin, Sabina Menschel, qui, à ma connaissance, n'a jamais été directement impliquée dans l'opération Sabu, mais qui a commencé sa carrière comme conseillère spéciale à la Direction du renseignement du FBI à Washington D.C. avant de partir travailler [pour les Krolls](#) (comme tout le monde dans cette histoire) en tant qu'analyste de recherche. Elle a fini par accéder au poste de responsable mondial de la formation pour le département *Business Intelligence and Investigations* de K2 avant de quitter en 2015 pour devenir présidente et chef de l'exploitation de [Nardello & Co.](#), une société d'investigation dont la devise est 'We Find Out' (Nous trouvons/découvrons). Elle est également l'épouse de Bill Priestap, le directeur du contre-espionnage du FBI, le superviseur immédiat de Peter Strzok et le confident de James Comey. Outre ses liens évidents avec le FBI et K2 Intelligence, Menschel est aussi la nièce de [Robert Menschel](#) dont j'ai déjà parlé ([ici](#) et [ici](#)),

Vous ne connaissez pas les Menschels ; ? Robert était le <https://www.insidephilanthropy.com/wall-street-donors/robert-b-menschel.html> directeur principal de Goldman Sachs, la même société d'investissement que vous vous rappelez peut-être était la favorite de Hillary Clinton. Il n'est donc pas surprenant que [https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/11/19/here-are-the-146-donors-who-have-supported-all-six-of-the-clintons-federal-races/?utm\\_term=.4464631d1718](https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/11/19/here-are-the-146-donors-who-have-supported-all-six-of-the-clintons-federal-races/?utm_term=.4464631d1718) selon

le Washington Post, Robert et Joyce ont soutenu 'les six campagnes électorales des Clinton' avec des dons variant entre 0 000 et 0 000. Et remarque qui a son importance, ils ont aussi <https://www.insidephilanthropy.com/home/2015/9/3/low-profile-long-track-record-the-philanthropy-of-the-mensch.html> fait un don à la *Freedom of the Press Foundation*, mais quand on aime, on ne compte pas, n'est-ce pas ; ?

Ce qui est intéressant avec les Menschels, c'est que par l'intermédiaire de la *Fondation Robert et Joyce* ainsi que du *Vital Project Fund*, ils ont financé les documentaires de Laura Poitras pendant plus de quatorze ans, y compris son film sur Julian Assange, *Risk*. Poitras a également des liens avec *K2 Intelligence* à travers [Jeff Skoll](#), l'ancien président d'*Ebay* de Pierre Omidyar et fondateur de *Participant Media* qui a participé à la production de *Citizenfour*. En 1999, Skoll a lancé la *Skoll Foundation* et son site web montre que [Gabriel Erem](#), co-fondateur d'*E2 Global*, est un contributeur de la fondation. Selon [le site Web](#) d'*E2 Global*, la firme d'Erem est « la principale plateforme médiatique et de communication au monde dédiée à la haute philanthropie » - quelle que soit la signification de ce baratin de la CIA - et s'est associée à *K2 Intelligence* et APCO, la même firme qui a poussé le récit russe de Bill Browder et qui est actuellement impliquée dans le scandale Clinton-uranium. Je pourrais continuer comme ça toute la journée. Sérieusement.

Quant à la question de Hammond de savoir ce qui est arrivé aux données que les pirates informatiques, y compris lui-même, ont envoyé sans le savoir au FBI sous la direction de Sabu, je pense que la communauté du renseignement US a non seulement tiré parti de ces données, mais qu'elle les a aussi transmises directement ou par l'intermédiaire d'anciens employés comme Henry, Berglas et Patel à des sociétés privées de cybersécurité et de renseignement comme *K2 Intelligence* et *BlueVoyant*, qui ont les mêmes objectifs en tête que l'État profond.

## LE PIEGE

Robert Hannigan (GCHQ), Ian Standen, Mike Rogers (NSA), Sir John Scarlett (M16 ; partenaire en affaires de James Arbuthnot, mari de la juge Arbuthnot qui a récemment confirmé le mandat d'arrêt contre Assange)

Compte tenu des récents événements qui ont eu lieu avec le FBI, il n'est pas surprenant que d'anciens agents du FBI comme Milan Patel continuent de se rallier derrière James Comey et de saper publiquement WikiLeaks. Interrogé sur la performance de Comey concernant l'enquête sur les courriels de Hillary Clinton au cours d'une entrevue de 2016 avec [Forbes.com](#), Patel a déclaré,

'Comey est bien connu pour sa main ferme et son jugement. J'ai entièrement confiance en sa décision et comment il y est arrivé. Il est aussi honnête qu'on peut l'être. Vous aurez du mal à trouver quelqu'un qui n'a pas de respect pour ses services et son leadership.'

Outre le fait que, dans la même interview, Patel a également reconnu que les Etats-Unis piratent « tout le temps » d'autres pays, il a averti les journalistes qu'ils devraient réfléchir à deux fois avant de prendre les documents de WikiLeaks au pied de la lettre. Il y a toujours la possibilité qu'ils aient été modifiés, a-t-il noté, et que « il suffit de deux mots pour changer le récit. » De toute évidence, le mobile de Patel ici était de discréditer la publication DNC de WikiLeaks avant les élections US de 2016, mais je crois que cela va plus loin. Un mois après que Patel ait laissé entendre que WikiLeaks n'était pas légitime et que des mots pouvaient avoir été omis dans leurs documents, un article explosif a été publié qui a régurgité le récit de Patel. Cet article portait sur une opération menée par le FBI il y a quatre ans pour tendre un piège à Julian Assange et deux choses que Patel connaissait bien : Sabu et les dossiers syriens.

**Jimmys LLAMA**



Que l'on apprécie leur travail ou non, WikiLeaks est une organisation médiatique indépendante qui n'a pas besoin de s'appuyer sur les médias traditionnels pour publier ses scoops. En effet, elle a été fondée pour contourner les scrupules juridiques que les médias traditionnels peuvent avoir au sujet de la publication d'informations classifiées.

Avec ses 5,5 millions d'adeptes sur Twitter, WikiLeaks a une présence énorme dans les médias sociaux qui donne un impact immédiat à son travail. Mais WikiLeaks a publié la plupart de ses révélations en collaboration avec un certain nombre de partenaires médias.

Par exemple, j'étais partenaire dans la publication des courriels de John Podesta, le directeur de campagne de Hillary Clinton en 2016, qui ont été publiés par WikiLeaks peu de temps après que la tristement célèbre vidéo *Access Hollywood* a révélé que le candidat Donald Trump faisait des remarques grossières sur les femmes.

De nombreux médias continuent de rapporter que les courriels de Podesta ont été diffusés quelques minutes seulement après la diffusion de la vidéo *Access Hollywood*, faisant allusion à une sorte de coordination entre WikiLeaks et la campagne Trump. Dans un acte d'accusation publié vendredi dernier, Robert S. Mueller III, le conseiller spécial chargé d'enquêter sur l'ingérence russe dans les élections américaines de 2016, a inculqué 12 officiers du service de renseignement militaire russe, GRU, pour avoir prétendument piraté les courriels du DNC et de Podesta et les auraient transmis à WikiLeaks pour publication.

Je n'ai aucune idée de qui étaient les sources de WikiLeaks pour les courriels de Podesta : tout le concept de WikiLeaks est basé sur la soumission de documents secrets ou autrement restreints par des sources anonymes. M. Assange a déclaré à maintes reprises que sa source pour les courriels de Mme Clinton n'était ni le gouvernement russe ni un parti d'État.

Comme j'ai travaillé sur les courriels de Podesta, je sais que leur publication n'était pas une décision de dernière minute. J'avais été alertée la veille, et leur publication échelonnée était un choix que WikiLeaks a fait après que l'organisation ait été sévèrement critiquée par les médias grand public pour avoir publié les documents du DNC d'un seul coup. Cette fois, la publication des courriels s'échelonne pour que le public puisse les digérer plus facilement. Mais cela aussi a été critiqué par les médias américains et les Démocrates comme une tentative de porter un coup à Clinton quelques semaines avant les élections.

### **Prêts à publier les documents Trump**

J'ai également été témoin lorsque WikiLeaks a reçu à un certain moment de la campagne quatre documents sur les activités de Trump et que les partenaires médiatiques ont été invités à vérifier les documents afin de déterminer s'ils devaient être publiés. L'équipe de WikiLeaks avait déjà préparé un graphique pour une éventuelle publication : une caricature de Trump et sa coiffure caractéristique. Malheureusement, nous avons constaté que les documents avaient déjà été rendus publics.

Au cours des neuf dernières années de mon travail en partenariat avec WikiLeaks pour le compte du magazine italien L'Espresso, puis de La Repubblica, j'ai passé de nombreuses heures à parler à Assange et à son personnel, en maintenant un contact hebdomadaire avec eux. En y repensant, je me rends compte qu'au cours de toutes ces années, je n'ai rencontré Assange qu'une seule fois en homme libre. C'était en septembre 2010 : il venait de quitter la Suède pour me rencontrer ainsi que d'autres journalistes à Berlin après la publication des journaux de guerre afghans. A cette époque, je n'avais pas réalisé que tant d'années passeraient sans le revoir libre.

C'est l'un des hommes les plus diabolisés de la planète. "Nous sommes dans le business de la crucifixion", m'a-t-il dit il y a quelques mois, avant que l'Equateur ne coupe ses contacts sociaux. En effet, il a été crucifié pour tout ce qu'il a fait : il a parlé à la presse ? C'est un narcissique. Il n'a pas parlé à la presse ? Il veut alimenter son image d'homme mystère international. C'est un être humain compliqué, mais il n'est ni un homme dur, ni le méchant impérieux, de style James Bond,

dépeint par les journaux. Il peut être chaleureux, avec un sens de l'humour aiguisé, et il est certainement assez brillant et audacieux pour publier des documents exceptionnellement risqués.

### **Toute la puissance de l'État**

WikiLeaks est plutôt unique à bien des égards. En tant qu'organisation médiatique publiant exclusivement des documents secrets ou autrement restreints sur les "pouvoirs invisibles", tels que les agences de renseignement, que les citoyens ne perçoivent normalement pas comme étant directement pertinents pour leur vie, il ne fait guère de doute que WikiLeaks a toute la puissance de l'État contre elle. C'est probablement la seule organisation de médias occidentaux à avoir fait l'objet d'une enquête continue par les autorités américaines - et probablement d'autres - depuis 2010, et c'est certainement la seule dont le rédacteur en chef est détenu arbitrairement au cœur de l'Europe.

### **Assange : Pas de sortie ?**

Chaque fois que je dis qu'Assange est le seul éditeur arbitrairement détenu en Europe, certains objectent qu'il n'est pas détenu, ou qu'il n'est pas du tout rédacteur en chef. Mais qu'il soit détenu arbitrairement [est l'avis du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire](#), dont les décisions sont considérées comme faisant autorité par la Cour européenne des droits de l'homme. Le gouvernement britannique a toujours rejeté la décision de l'organe de l'ONU sur Assange, et a même essayé de faire appel. Depuis la perte de cet appel, les autorités britanniques ont continué à ignorer la décision et apparemment personne d'autre n'a rien à dire à ce sujet.

Beaucoup affirment qu'Assange n'est pas détenu, mais plutôt dans un état d'"exil volontaire", puisqu'il pourrait quitter l'ambassade à tout moment. Il pourrait, s'il le voulait, sortir et être arrêté par les autorités britanniques, pour avoir violé [les conditions de sa mise en liberté](#) sous caution, après que la Suède [a abandonné](#) son enquête contre lui, et il risquerait d'être extradé vers les États-Unis. L'année dernière, l'ancien chef de la CIA, Mike Pompeo, l'a attaqué féroce, lui et son organisation, [qualifiant WikiLeaks](#) de "service de renseignement hostile non étatique". Le procureur général actuel, Jeff Sessions, [a déclaré](#) que son arrestation est une priorité.

Les avocats d'Assange croient qu'un *grand jury* de l'État de Virginie a probablement [déposé un acte d'accusation](#) scellé contre lui. Théoriquement, il est protégé par le Premier Amendement de la Constitution des États-Unis, qui protège la publication de documents volés, ce que les grands médias font régulièrement. Cependant, au cours des dernières années, nous avons assisté à [de nombreuses tentatives](#) des autorités américaines de prétendre que WikiLeaks et Assange ne sont pas protégés par le Premier Amendement.

Curieusement, les critiques qui insistent sur le fait qu'il est en exil ou en détention semblent oublier qu'Assange a tenté toutes sortes de voies légales pour contester sa détention. Je n'ai jamais entendu parler de quelqu'un qui s'impose l'exil tout en essayant de mettre fin à l'exil par divers moyens légaux.

Le dernier recours d'Assange devant le tribunal d'instance de Westminster a été rejeté en février dernier par la juge britannique Emma Arbuthnot, dans un jugement indiquant que pour la justice britannique, il est parfaitement acceptable qu'un individu reste confiné dans un petit bâtiment pendant près de six ans sans accès à la lumière du soleil, à l'air frais ou à un traitement médical approprié. "Je ne trouve pas que le séjour de M. Assange à l'ambassade soit inapproprié, injuste, imprévisible, déraisonnable, inutile ou disproportionné", a conclu M. Arbuthnot sans une trace d'ironie britannique.

En ce qui concerne le concept d'"éditeur", je peux me référer à ma propre expérience, décrivant ce que j'ai vu de mon côté : Assange a toujours été la personne qui coordonne les activités de publication de WikiLeaks, fait les choix éditoriaux, décide comment présenter les révélations au public, comme n'importe quel rédacteur en chef des médias traditionnels. Lui et son organisation sont loin d'être parfaits : ils ont fait des erreurs et des choix douteux, mais il est vrai qu'ils ont

révélé des informations très importantes dans l'intérêt public.

## **Le journalisme et au-delà**

Grâce à WikiLeaks, il a été possible de révéler le vrai visage des guerres américaines en Afghanistan et en Irak ([journaux de guerre afghans](#), [journaux de guerre en Irak](#) et [Collateral Murder](#)), l'identité des détenus de Guantanamo ([Gitmo Files](#)), les scandales et les accords diplomatiques embarrassants contenus dans 251 287 câbles diplomatiques américains, comme la pression des États-Unis pour neutraliser les procureurs italiens enquêtant sur l'enlèvement et transfert illégal de l'ecclésiastique milanais Abu Omar ([Cablegate](#)).

Il a été possible de révéler le fonctionnement interne de la société de renseignement privée américaine Stratfor ([GIFiles](#)) et l'interception par la NSA des communications des dirigeants allemands, français, italiens et japonais, y compris les interceptions de l'ancien Premier ministre italien Silvio Berlusconi ([NSA World Spying Files](#)). WikiLeaks a également révélé les opérations de l'UE pour arrêter les migrants et les réfugiés ([EU Military Ops Against Refugee Flow Files](#)), et les cyber-armes de la CIA ([Vault 7 Files](#)). Ses [dossiers tunisiens](#) ont contribué au soulèvement qui a [déclenché](#) ce qu'on appelle le printemps arabe. WikiLeaks a également publié un lot de [fichiers d'espionnage](#) en provenance de Russie.

Toutes ces informations précieuses ont été mises gratuitement à la disposition du monde entier par WikiLeaks, de sorte qu'une fois dans le domaine public, les journalistes, les activistes, les universitaires et les citoyens peuvent y accéder directement dans le monde entier, sans avoir besoin des médias ou des journalistes pour accéder aux fichiers originaux et faire des choix éclairés.

Cette stratégie de publication a fonctionné : les habitants des îles exilés de l'archipel des Chagos, par exemple, ont utilisé les câbles diplomatiques américains devant les tribunaux pour soutenir leur lutte pour retourner aux îles Chagos, tandis qu'un citoyen allemand, Khaled el-Masri, a [utilisé les câbles](#) pour soutenir sa cause devant la Cour européenne des droits de l'homme contre son enlèvement et transfert illégal.

Selon WikiLeaks, la publication d'informations dans l'intérêt public est un acte qui implique le journalisme, mais qui va aussi au-delà du journalisme. C'est pourquoi, après avoir établi un partenariat avec les médias, WikiLeaks rend les fichiers accessibles au public afin que tout le monde puisse y accéder et les utiliser.

Assange et son équipe ont été les pionniers d'un modèle si efficace qu'il a été copié par de nombreuses personnes. Ils ont lancé une plate-forme pour la soumission anonyme de documents secrets ou à diffusion restreinte, un concept qui a depuis été adopté par la quasi-totalité des grands médias. Ils ont également mis en place un système de reportage collaboratif, devenu maintenant un modèle pour les grandes organisations comme le *Consortium of Investigative Journalists*, qui a publié des révélations notables comme le Panama Papers.

## **Risques**

Au cours des neuf dernières années, j'ai vu Assange et son personnel prendre d'énormes risques. "*Ils courent vers les risques que tout le monde fuit*", m'a dit Edward Snowden lors [d'une entrevue](#). Cela signifie qu'ils prennent des risques que les médias commerciaux ne prendront pas. En fin de compte, les médias commerciaux sont des entreprises : beaucoup décident qu'ils ne peuvent se permettre que des risques juridiques limités. Quant aux risques extralégaux, peu de rédacteurs en chef et de journalistes traditionnels sont désireux de se retrouver confinés dans une ambassade pendant six ans.

## **Snowden : Sauvé par WikiLeaks.**

Nous avons vu ce qui est arrivé à Snowden lorsqu'il a été abandonné à Hong Kong : il a fallu le conseiller proche d'Assange, la journaliste de Wikileaks, Sarah Harrison, et le personnel de WikiLeaks pour l'aider à demander l'asile. Bien que les journaux qui avaient obtenu les dossiers Snowden auraient pu exercer un énorme pouvoir s'ils avaient voulu négocier un accord avec le

gouvernement américain pour protéger Snowden, aucun d'entre eux ne l'a fait. Comme l'a dit l'auteur américain de science-fiction Bruce Sterling : « *Il est incroyable pour moi que, parmi les huit millions de groupes de la société civile sur la planète qui haïssent et craignent les espions et les espions de la police, aucun d'entre eux ne pouvait offrir à Snowden une once d'aide pratique, sauf Wikileaks.* »

Dès le début, j'ai été témoin des attaques virulentes contre Assange et son personnel et de l'échec dramatique des journalistes du courant dominant et non dominant à rechercher des informations factuelles sur l'affaire suédoise au moyen de la FOIA (Freedom Of Information Act) ou d'autres outils d'enquête. Au cours de ces sept dernières années, aucun média n'a tenté d'accéder au dossier complet sur Julian Assange et WikiLeaks.

Il a fallu qu'un journaliste italien plaide une FOIA en Suède et au Royaume-Uni parce qu'aucun journaliste international ou local ne l'avait fait. Alors que ma requête FOIA a mis au jour des faits suspects (comme la suppression de nombreux courriels cruciaux envoyés et reçus par le procureur britannique qui avait traité l'affaire Assange au nom de la Couronne - une suppression pour laquelle les autorités britanniques n'ont fourni aucune explication), il n'y a eu aucun suivi par les médias internationaux ou britanniques.

### **Les idiots utiles du Kremlin ?**

Récemment, le Guardian a déclaré : "*Assange a une relation de longue date avec Russia Today. Il a régulièrement participé à des interviews avec le radiodiffuseur russe et a animé une émission sur la RT en 2012*". En réalité, la licence de diffusion de cette émission, connue sous le nom de "*The World Tomorrow*", a également été acquise par mon groupe de presse, qui publie *La Repubblica* et *l'Espresso*. Pour autant que je sache, ce programme n'est pas le fruit d'une collaboration unique entre WikiLeaks et RT.

S'il est vrai qu'Assange et son équipe sont apparus à de nombreuses reprises sur la chaîne russe, je n'ai entendu parler que d'un seul cas où RT était partenaire de WikiLeaks dans la publication de fichiers secrets : les "Spy Files", une série de brochures sur les sociétés privées vendant des technologies de surveillance. Lorsque WikiLeaks s'associe aux médias traditionnels, les partenaires se connaissent, ils partagent les résultats et la charge de travail. D'après ce que j'ai observé, la RT n'a jamais fait partie de ce processus, bien qu'il soit vrai que la RT saute rapidement sur tout ce que WikiLeaks publie, publiant des articles sur les révélations de WikiLeaks sur la base des communiqués de presse de l'organisation et rapporte tout ce qui se passe sur le front WikiLeaks.

La Russie perçoit Assange comme une sorte de dissident occidental. Le pays aime définitivement l'idée de "dissidents occidentaux" et est heureux de la renvoyer à la tête de l'Occident en assurant une large couverture pour Assange et son organisation. Les médias russes soulignent les contradictions des démocraties occidentales qui, tout en prêchant le journalisme agressif et la protection des sources journalistiques, ont mis Chelsea Manning en prison, accusé Snowden, enquêté sur WikiLeaks au cours des huit dernières années et gardé son rédacteur en chef détenu arbitrairement pour une durée indéfinie.

WikiLeaks a été accusé d'être l'idiot utile du Kremlin ou sa blanchisserie, ou même une façade pour les services de renseignement russes. Ce genre d'allégations ont été diffusées par les médias sans preuves solides, citant toujours des agents de renseignements anonymes qui ont un intérêt évident à détruire la réputation de WikiLeaks. Pour se protéger et protéger son organisation, Assange a toujours évité de révéler le fonctionnement interne de WikiLeaks afin de ne pas exposer ses ressources et vulnérabilités à des entités puissantes comme la CIA, qui perçoivent WikiLeaks comme une menace existentielle.

Cette approche a aidé à projeter un voile de mystère et de menace qui a été utilisée par de nombreux médias pour alimenter une campagne vitriolique contre Assange et WikiLeaks en tant que méchants de style James Bond avec quelque chose de sombre à cacher. Si Assange et son équipe avaient levé le voile et permis au public de voir le fonctionnement intérieur de WikiLeaks, l'opinion publique

aurait perçu ce qui se cache derrière : une volonté de prendre des risques même face à des entités très puissantes.

Personne ne peut dire comment cela se terminera pour Assange et son équipe : s'ils finissent en prison aux États-Unis, ce sera la première fois qu'un rédacteur en chef et une organisation médiatique sont emprisonnés aux États-Unis pour leur travail, du moins [pas depuis John Peter Zenger](#) au temps de l'Amérique coloniale. Comme l'a dit l'icône des lanceurs d'alerte, Daniel Ellsberg : "Sous Trump, il pourrait bien être le premier journaliste de ce pays à être inculpé." Il y a un silence assourdissant sur l'impact d'un tel scénario sur la liberté de la presse et sur les droits de l'homme d'Assange et de son équipe.

### **Stefania Maurizi**

pour Consortium News

*Stefania Maurizi travaille pour le quotidien italien La Repubblica en tant que journaliste d'investigation, après avoir travaillé pendant dix ans pour le magazine italien l'Espresso. Elle a travaillé sur toutes les révélations de WikiLeaks, et s'est associée à Glenn Greenwald pour publier les fichiers Snowden sur l'Italie. Elle a également interviewé A.Q. Khan, le père de la bombe atomique pakistanaise, a révélé l'accord de paiement d'indemnités par le gouvernement américain à la famille du travailleur humanitaire italien Giovanni Lo Porto, tué par une frappe de drone US, et a enquêté sur les conditions de travail des travailleurs pakistanais dans une importante usine de confection italienne à Karachi. Elle a entrepris une action en justice pour défendre le droit de la presse d'accéder à l'ensemble des documents relatifs à l'affaire Julian Assange et WikiLeaks. Elle est l'auteur de deux livres : Dossier WikiLeaks. Segreti Italiani et Una Bomba, Dieci Storie, ce dernier traduit en japonais. On peut la joindre à stefania.maurizi@riseup.net*

*Traduction "médiats commerciaux ou médiats alternatifs... le silence est lourd" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles*

»» <https://consortiumnews.com/2018/07/19/inside-wikileaks-working-with-th...>

Commentaires

25/07/2018 à 10:30 par **Autrement**

Le récit de Stefania Maurizi est aussi instructif qu'émouvant. On y voit comment les dirigeants de la planète s'efforcent de dissimuler les réalités sordides de leurs agissements, et les procédés malhonnêtes (y compris par rapport à leur propre juridiction et légalité) qu'ils emploient, pour traquer comme des criminels et des traître ceux qui révèlent la vérité.

Le capitalisme est mis à nu pour ce qu'il est : outre la concurrence entre gangs, un réseau de complicités mafieuses. Le rôle de l'Angleterre dans le cas de Julian Assange est particulièrement odieux.

Il reste urgent d'en parler, de dénoncer inlassablement le système de la tromperie organisée, et de défendre en toute occasion aux yeux des populations l'entreprise Wikileaks d'information véridique. Merci aux journalistes courageux qui agissent pour que Julian Assange puisse retrouver sa liberté et sa place humaine dans le monde des vivants.

01/08/2018 à 19:37 par **Made in Québec**

Ce genre de prise de position par un politicien états-unien est assez rare pour qu'elle soit soulignée : <https://consortiumnews.com/2018/07/31/virginia-state-senator-in-rare-support-by-politician-for-assange/>

Il n'y va pas avec le dos de la cuillère (traduction approximative) :

Le gouvernement "du peuple" ne peut s'épanouir sous un voile étouffant de secret. Et le secret vise souvent non pas à nous protéger de nos ennemis à l'étranger, mais à nous tromper sur les sombres machinations de notre propre gouvernement. Les secrets les plus importants sont ceux qui servent à dissimuler les mesures prises pour établir des prédicats pour des guerres futures - des conflits non justifiés qui semblent sortir d'une chaîne de montage sans fin. Les zones d'exclusion aérienne, les bombardements, les



sont révélées être l'œuvre de ses ennemis politiques, Julian apparaît comme celui qui a exposé un système qui menace l'humanité. La vidéo Collateral Damage, les journaux de guerre de l'Afghanistan et de l'Irak, les révélations de Cablegate, les révélations sur le Venezuela, les révélations sur les courriels de Podesta... ce ne sont là que quelques-unes des tempêtes de vérité brute qui ont soufflé à travers les capitales des pouvoirs rapaces. Le faux affaire de Russia-gate [*supposée ingérence russe dans les élections US - NdT*], la collusion d'un média corrompu et la honte d'un système juridique qui poursuit les diseurs de vérité n'ont pas été capables de cacher la vérité brute des révélations de WikiLeaks. Ils n'ont pas gagné, pas encore, et ils n'ont pas détruit l'homme. Seul le silence des gens de bonne volonté leur permettra de gagner. Julian Assange n'a jamais été aussi isolé. Il a besoin de votre soutien et de votre voix. Aujourd'hui plus que jamais, il est temps d'exiger justice et liberté d'expression pour Julian. Merci. »

**Dennis Bernstein** : Nous poursuivons notre discussion sur le cas de Julian Assange, qui se trouve actuellement à l'ambassade de l'Équateur en Grande-Bretagne. John Pilger, c'est un plaisir de m'entretenir avec vous à nouveau. C'est une tragédie profonde, John, la façon dont ils traitent Julian Assange, ce journaliste et éditeur prolifique sur lequel tant d'autres journalistes ont compté dans le passé. Il a été totalement abandonné dans le froid pour se débrouiller tout seul.

**John Pilger** : Je n'ai jamais rien connu de tel. Il y a une sorte de silence sinistre autour de l'affaire Julian Assange. Les faits ont donné raison à Julian de toutes les manières possibles et pourtant il est isolé comme peu de gens le sont de nos jours. Il est coupé des outils de son métier, les visiteurs ne sont pas autorisés. J'étais à Londres récemment et je ne pouvais pas le voir, même si j'ai parlé à des gens qui l'avaient rencontré. Rafael Correa, l'ancien président de l'Équateur, a récemment déclaré qu'il considérait que ce qu'ils font à Julian est de la torture. C'est le gouvernement de Correa qui a accordé le refuge politique à Julian, qui a été trahi aujourd'hui par son successeur, le gouvernement dirigé par Lénine Moreno, qui est de nouveau en train de faire de la lèche aux États-Unis, avec Julian comme pion et victime.

**Julian Assange devrait être un " héros constitutionnel " .**

Mais en réalité, c'est le gouvernement britannique qui est en cause. Bien qu'il soit toujours dans une ambassade étrangère et qu'il ait la nationalité équatorienne, son droit de passage hors de cette ambassade n'est pas garanti par le gouvernement britannique. Le Groupe de travail des Nations Unies sur les détentions arbitraires l'a clairement précisé. La Grande-Bretagne a pris part à une enquête qui a déterminé que Julian était un réfugié politique et qu'il était victime d'une grave injustice. C'est très bien ce que vous faites, Dennis, parce que même hors des médias dominants, il y a ce silence autour de Julian. Les rues à l'extérieur de l'ambassade sont pratiquement vides, alors qu'elles devraient être pleines de gens qui disent que nous sommes à ses côtés. Les principes en cause dans cette affaire sont absolument clairs. Le premier est la justice. Les injustices faites à cet homme sont légion, tant dans le faux cas suédois que dans le fait qu'il doit rester à l'ambassade et ne peut pas sortir sans être arrêté, extradé vers les États-Unis et se retrouver dans un trou en enfer. Mais il s'agit aussi de la liberté d'expression, de notre droit de savoir, qui est inscrit dans la Constitution des États-Unis. En fait, si la Constitution était prise au pied de la lettre, Julian serait un héros constitutionnel. Au lieu de cela, l'acte d'accusation qu'ils essaient de concocter contre lui est une accusation d'espionnage ! C'est ridicule. C'est la situation telle que je la vois, Dennis. Elle n'est pas heureuse, mais les gens devraient se mobiliser rapidement.

**DB** : Ses confrères journalistes se comportent comme ses procureurs. Ils s'alignent derrière les fanatiques de *Russia-gate* tels que le député Adam Schiff et Mike Pompeo, qui aimeraient voir Assange emprisonné à vie ou même exécuté. Que répondez-vous aux journalistes qui agissent comme des procureurs, dont certains ont utilisé son matériel pour faire des reportages ? C'est une période terrible pour le journalisme.

**JP** : Vous avez tout à fait raison : C'est une période terrible pour le journalisme. Je n'ai jamais rien connu de tel de toute ma carrière. Cela dit, ce n'est pas nouveau. Il y a toujours eu de soi-disant "médias dominants" qui ne désigne en réalité que le pouvoir dominant des médias. Ca a toujours

existé, en particulier aux États-Unis. Le prix Pulitzer a été décerné cette année au *New York Times* et au *Washington Post* pour la chasse aux sorcières autour de l'affaire Russia-gate ! Ils ont été félicités pour "la profondeur de leurs enquêtes". Leurs enquêtes n'ont pas révélé la moindre preuve concrète d'une intervention sérieuse de la Russie lors des élections de 2016.

### **Comme Gary Webb**

L'affaire Julian Assange me rappelle l'affaire Gary Webb. Robert Parry était [l'un des rares soutiens de Gary Webb](#) dans les médias. La série d'articles intitulé "*Dark Alliance*" de Webb contenait des preuves que le trafic de cocaïne se faisait avec la complicité de la CIA. Plus tard, Webb fut traqué par d'autres journalistes et, incapable de trouver du travail, il s'est finalement suicidé. L'inspecteur général de la CIA lui a ensuite donné raison. Julian Assange est loin de se suicider. Sa résistance est remarquable. Mais il n'est qu'un être humain et il a pris de sérieux coups.

La chose la plus difficile pour lui est sans doute l'hypocrisie totale des organes de presse - comme le *New York Times*, qui a publié les "War Logs" et "Cablegate" de WikiLeaks, le *Washington Post* et le *Guardian*, qui ont pris un plaisir vindicatif à le tourmenter. Il y a quelques années, le *Guardian* a reçu un prix Pulitzer pour ses écrits sur Snowden. Mais leur couverture de Snowden s'est limitée à Hong Kong. C'est WikiLeaks qui a permis à Snowden de sortir de Hong Kong et de se mettre en sécurité.

Sur le plan professionnel, je trouve que c'est l'une des choses les plus immondes et immorales que j'ai vues dans ma carrière. La persécution de cet homme par d'énormes organisations médiatiques qui ont tiré de grands bénéfices de WikiLeaks. L'un des grands bourreaux d'Assange, Luke Harding du *Guardian*, a gagné beaucoup d'argent avec une version hollywoodienne d'un livre que lui et David Lee ont écrit et dans lequel ils ont attaqué leur propre source. Je suppose qu'il faut être psychiatre pour comprendre un tel comportement. Je crois comprendre qu'un grand nombre de ces journalistes ont honte. Ils se rendent compte que WikiLeaks a fait ce qu'ils auraient dû faire il y a longtemps, c'est-à-dire nous dire comment les gouvernements mentent.

**DB :** Une chose qui me dérange beaucoup est la façon dont la presse occidentale spéculé sur l'implication de la Russie dans l'élection US de 2016. Qu'elle aurait été piratée à travers Julian Assange. Tout enquêteur sérieux chercherait à savoir qui aurait eu la motivation. Il est possible que ce soit la douzaine de personnes en colère qui ont travaillé pour la campagne de Clinton et qui ont appris de l'intérieur que le DNC [*organe dirigeante du Parti Démocrate - NdT*] avait décidé de se débarrasser du candidat Bernie Sanders.... cela ne fait pas partie de l'histoire !

### **Huit cent mille révélations sur la Russie**

**JP :** Ce qui est arrivé à Sanders et la façon dont il a été roulé par l'organisation Clinton, tout le monde sait que c'est ça l'histoire. Et maintenant nous avons le DNC qui poursuit WikiLeaks en justice ! Il y a une sorte de dimension grotesque là-dedans. Je veux dire, rien de tout ça ne vient des Russes. Que WikiLeaks soit en quelque sorte en cheville avec les Russes est ridicule. WikiLeaks a publié environ 800 000 révélations majeures sur la Russie, dont certaines sont extrêmement critiques à l'égard du gouvernement russe. Si vous êtes un gouvernement et que vous faites quelque chose de malencontreux ou que vous mentez à votre peuple et que WikiLeaks obtient des documents pour le prouver, ils les publieront - qui que vous soyez, qu'il s'agisse des États-Unis ou de la Russie.

**DB :** Randy Credico, en raison de son travail et de sa décision de consacrer une série très médiatisée sur la persécution de Julian Assange, s'est récemment trouvé agressé. Il s'est rendu à une conférence de presse à la Maison Blanche et, après avoir eu une belle discussion avec le député Schiff, il a crié « Et Julian Assange ? » La salle était pleine de journalistes, mais Randy fut agressé et traîné dehors. C'était comme si tout le monde était gêné de reconnaître que l'un de leurs confrères était brutalisé.

**JP :** Randy a crié la vérité. C'est très similaire à ce qui est arrivé à Ray McGovern. Ray est un

ancien membre de la CIA, mais avec beaucoup de principes. Je dirais qu'il est à présent un renégat.

**DB :** C'était dingue de voir ces quatre gardes armés qui n'arrêtaient pas de crier « *Arrêtez de résister, arrêtez de résister !* » tout en le tabassant !

**JP :** Je trouve que les images de Ray se faisant traîner dehors sont particulièrement révélatrices. Ces quatre jeunes hommes bien enveloppés, manifestement peu entraînés, s'en prennent à Ray, qui est âgé de 78 ans. A mes yeux, il y avait là quelque chose de très emblématique. Il s'était exprimé pour contester le fait que la CIA était sur le point d'être dirigée par une personne qui avait été en charge de la torture. C'est à la fois choquant et surréaliste, ce qui est aussi le cas de Julian Assange. Mais le vrai journalisme devrait être capable de passer à travers le choquant et le surréaliste et de trouver la vérité. Il y a tellement de collusions, avec des développements sombres et menaçants. C'est presque comme si le mot "journalisme" devenait un terme maudit.

**DB :** Il y a certainement eu beaucoup de collusion en ce qui concerne Israël. Alors le mot "collusion" est tout à fait approprié.

**JP :** C'est l'ultime collusion. C'est la collusion par le silence. Jamais il n'y a eu une collusion comme celle entre les États-Unis et Israël. Il suggère un autre mot, et c'est "*immunité*". Israël jouit d'une immunité morale, d'une immunité culturelle, d'une immunité géopolitique, d'une immunité légale et certainement d'une immunité médiatique. Nous avons assisté à l'assassinat de plus de 60 personnes le jour de l'inauguration de la nouvelle ambassade des États-Unis à Jérusalem. Israël possède certaines des munitions les plus cruellement expérimentales au monde et ils ont tiré sur des gens qui protestaient contre l'occupation de leur patrie et essayaient de rappeler aux gens la Nakba et le droit au retour. Dans les médias, on a parlé d'« affrontements ». Des affrontements qui sont devenus si graves que le *New York Times* a changé le titre de sa page d'accueil pour dire qu'Israël était en fait en train de tuer des gens. Un moment rare, en effet, où l'immunité et la collusion ont été interrompues. Et tout ce qu'on raconte sur l'Iran et les armes nucléaires sans aucune référence à la plus grande puissance nucléaire du Moyen-Orient.

**DB :** Quelles ont été, selon vous, les contributions de Julian Assange à l'ère de la censure et de la lâcheté du journalisme ? Quel a été son rôle ?

**JP :** Je pense que la question de fond est celle de l'information. A l'époque où WikiLeaks a commencé, où Julian était assis dans sa chambre d'hôtel à Paris et commençait à tout mettre en place, l'une des premières choses qu'il a écrites était qu'il y a une moralité dans la transparence, que nous avons le droit de savoir ce que font secret ceux qui veulent contrôler nos vies. Le droit de savoir ce que les gouvernements font en notre nom - en notre nom ou à notre détriment - est notre droit moral. Julian est très passionné par ce sujet. Il y a eu des moments où il aurait pu faire un léger compromis pour améliorer sa situation. Il y a eu des moments où je lui ai dit : « *Pourquoi ne pas laisser tomber tout ça pour un temps et passer à autre chose ?* » Bien sûr, je savais d'avance que sa réponse serait « non ». L'énorme quantité d'informations provenant de WikiLeaks, en particulier ces dernières années, constitue un service public extraordinaire. Je lisais l'autre jour un câble WikiLeaks de 2006 de l'ambassade des États-Unis à Caracas qui s'adressait à d'autres agences de la région. C'était quatre ans après que les États-Unis ont essayé de se débarrasser de Chavez lors d'un coup d'État. Il détaille comment la subversion devait fonctionner. Bien sûr, ils se présentent en défenseurs des droits de l'homme et ainsi de suite. Je lisais ce document officiel en pensant que l'information qu'il contenait valait des années de reportages déformés en provenance du Venezuela. Cela nous rappelle aussi que ce que l'on appelle "l'ingérence" de la Russie aux États-Unis n'a aucun sens. Le mot "ingérence" ne s'applique pas au type d'actions mentionnées dans ce document. Il s'agit d'une intervention dans les affaires d'un pays tiers.

WikiLeaks a fait cela dans le monde entier. Il a donné aux gens l'information à laquelle ils ont droit. Ils avaient le droit de découvrir dans ce que l'on appelle les « journaux de guerre » la criminalité de nos guerres en Afghanistan et en Irak.. Ils avaient le droit d'en savoir plus sur Cablegate. C'est alors que, sous la direction de Mme Clinton, nous avons appris que la NSA recueillait des renseignements

personnels sur les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, y compris leur numéro de carte de crédit. On comprend alors pourquoi Julian s'est fait des ennemis. Mais il aurait dû aussi se faire un grand nombre d'amis. Il s'agit d'informations essentielles parce qu'elles révèlent comment le pouvoir fonctionne et nous ne l'apprendrons jamais d'une autre manière. Je pense que WikiLeaks a ouvert un monde de transparence et a donné corps à l'expression "droit de savoir". Cela explique pourquoi il est si souvent attaqué, parce qu'il représente une menace. L'ennemi du Pouvoir n'est pas les Talibans ou leurs semblables, c'est nous.

**DB :** Comment oublier la publication de la vidéo du "collateral murder" de Chelsea Manning ?

**JP :** Ce genre d'incident n'est pas rare. Le Vietnam était censé être une guerre transparente, mais ce n'était pas vraiment le cas. Il n'y avait pas de caméras. [*Pilger a couvert la guerre au Vietnam - NdT*] C'est effectivement une information choquante, mais elle informe les gens, et ceci grâce au courage de Chelsea Manning.

**DB :** Oui, et on l'a remercié en l'enfermant pendant sept ans dans une cellule en isolement. Ils veulent poursuivre Assange et peut-être le pendre au plafond du Congrès, mais qu'en est-il de [Judith Miller](#) [*"journaliste" auteure de faux articles sur l'Irak - NdT*] et du *New York Times* qui ont menti pour entraîner l'Occident dans une guerre ? Les exemples d'horreurs qui se font passer pour du journalisme sont innombrables, contrairement à l'incroyable contribution de Julian Assange.

**John Pilger, Dennis J. Bernstein**

*Traduction "la gauche franchira-t-elle la ligne rouge en abandonnant J. Assange et Wikileaks ?" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.*

Cliquez ici pour écouter cette interview : <https://kpfa.org/episode/flashpoints-may-29-2018/>

*Photo | John Pilger, journaliste et documentariste australien, arrive pour rencontrer le fondateur de WikiLeaks Julian Assange à l'Ambassade d'Équateur, à Londres, le 22 juin 2012. (AP/Lefteris Pitarakis)*

*Dennis J. Bernstein est un animateur de "Flashpoints" sur le réseau de radio Pacifica et l'auteur de Special Ed : Voices from a Hidden Classroom. Vous pouvez accéder aux archives audio à l'adresse [www.flashpoints.net](http://www.flashpoints.net). Vous pouvez contacter l'auteur à [dbernstein@igc.org](mailto:dbernstein@igc.org)*

---

## EN COMPLEMENT

### **John Pilger et la Courage Foundation annoncent une « campagne urgente » pour libérer Assange**

<https://www.wsws.org/fr/articles/2018/06/06/jpil-j06.html>

*John Pilger, journaliste et réalisateur de documentaires internationalement reconnu, a fait la déclaration suivante au nom de la Courage Fondation lundi. Pilger est un administrateur de l'organisation, qui finance la défense juridique des lanceurs d'alerte persécutés, des journalistes et des publications, y compris Julian Assange et WikiLeaks.*

*Pilger prendra la parole lors du rassemblement sur la Place de la Mairie de Sydney le 17 juin, appelé par le Parti de l'égalité socialiste (PES), qui exige que le gouvernement australien prenne des mesures immédiates pour assurer la liberté d'Assange et son retour en Australie, avec la garantie qu'il ne sera pas extradé aux États-Unis.*

La Courage Foundation annonce une campagne urgente pour soutenir Julian Assange et exiger sa liberté. Gardez un œil sur notre liveblog pour les mises à jour.

Ce mois-ci, cela fera six ans depuis que Julian a été forcé de se réfugier à l'ambassade d'Équateur à Londres. Il avait été averti ; le ministère américain de la Justice était susceptible de déposer une





*The Guardian* a publié des allégations non fondées selon lesquelles Assange aurait « violé » le système de communication de l'ambassade et « apparemment » lu « des communications diplomatiques confidentielles ». Dans un tweet, WikiLeaks a catégoriquement nié l'accusation et, faisant référence à la source, a indiqué que : « C'est une calomnie anonyme alignée sur l'attaque actuelle du gouvernement britannique et américain contre l'asile de M. Assange - alors qu'il ne peut pas y répondre. »

Cela ne laisse aucun doute sur l'intention des dernières allégations. Le chroniqueur du *Guardian* James Ball a été direct. Le fondateur de WikiLeaks, a affirmé Ball, « devrait se rendre et quitter l'ambassade ».

La une du *Guardian* déclare : « S'il quitte l'ambassade, il peut s'attendre à être arrêté et à passer jusqu'à un an en prison pour avoir enfreint ses conditions de liberté sous caution. Les États-Unis pourraient alors chercher à le faire extraditer. Il contesterait toute tentative de le faire, et pourrait gagner, mais il aurait à faire face à un long séjour en prison pendant que son dossier est traité. »

Plus tôt cette année, le président de l'Équateur, Lenín Moreno, entré en fonction en mai dernier, a déclaré qu'Assange était un « problème hérité » coûteux et un « hacker » et a fait comprendre qu'il considérait Assange comme un obstacle à de meilleures relations avec les États-Unis.

Le gouvernement équatorien a accordé l'asile politique à Assange en juin 2012, lorsque ses recours juridiques ont été rejetés contre une extradition vers la Suède pour répondre à des questions sur des allégations inventées d'agression sexuelle et de restitution probable aux États-Unis. Les autorités suédoises ont finalement abandonné leur enquête montée de toute pièce en mai 2017, mais le gouvernement britannique de Theresa May a toujours refusé d'annuler un mandat d'arrêt contre lui, nominalement pour avoir manqué à sa comparution lorsqu'il demandait l'asile.

Rafael Correa, le prédécesseur de Moreno, a récemment déclaré aux journalistes à Madrid que les « jours [d'Assange] étaient comptés » parce que Moreno, son ancien protégé, le « chasserait de l'ambassade à la moindre pression des États-Unis ».

Depuis son élection, Moreno a fait un [virage brutal](#) à droite, avec des réductions d'impôts pour les grandes entreprises, des coupes budgétaires dans les dépenses sociales et des tentatives de réduire la dépendance de l'Équateur aux prêts et aux investissements chinois en faveur de relations plus étroites avec l'impérialisme américain.

Le gouvernement équatorien a coupé les communications d'Assange juste un jour après avoir accueilli une délégation du Commandement Sud des États-Unis (Southcom), le bras du Pentagone en Amérique latine et dans les Caraïbes, dirigé par le général Joseph DiSalvo. Southcom a déclaré que des discussions avaient eu lieu pour renforcer la « coopération en matière de sécurité ».

Il ne fait aucun doute que l'appareil de renseignement et l'*establishment* politique américains sont aux manettes dans la conspiration contre Assange. L'année dernière, WikiLeaks a commencé à publier des fichiers plus incriminants sur les opérations mondiales de la CIA. Le procureur général américain, Jeff Sessions, a déclaré que la mise en accusation d'Assange était une « priorité ». Le directeur de la CIA, Mike Pompeo, aujourd'hui secrétaire d'Etat, a déclaré que WikiLeaks était un « service de renseignement non-étatique hostile ».

Le mois dernier, dans une autre tentative pour faire taire WikiLeaks, le Comité national du Parti démocrate américain (DMC) a lancé un [procès](#), citant WikiLeaks et Assange comme conjurés avec la Russie et la campagne Trump dans un supposé effort criminel pour voler l'élection présidentielle américaine de 2016.

En réalité, les documents publiés par WikiLeaks dévoilaient les intrigues du DMC pour saper la campagne de Bernie Sanders lors des élections primaires présidentielles de 2016, et les relations intimes de la candidate démocrate Hillary Clinton avec les banques et les entreprises de Wall Street.

Le journaliste et réalisateur de documentaires John Pilger a dénoncé hier la « trahison » d'Assange par l'Équateur. « La poursuite vindicative d'Assange [est en cours] pour une seule raison : il a dit la

vérité », a déclaré Pilger à Sputnik International.

« Il a révélé à travers Chelsea Manning [ ...] les crimes de guerre des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak ; et bien sûr, l'année dernière, révélé les machinations du Comité national démocrate essayant de truquer le résultat [du vote primaire] dans ce pays, ce qu'il a réussi à faire ».

Pilger a condamné les agissements du gouvernement Moreno pour révoquer l'asile politique d'Assange.

« L'asile politique est quelque chose qui est internationalement reconnu », a-t-il dit. « Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez ensuite diluer. Eh bien, c'est ce que le gouvernement de Moreno a fait. Il a négocié avec le gouvernement britannique sans l'accord de Julian, parfois même sans l'impliquer lui et ses avocats. »

Pilger a souligné l'accommodement que Moreno cherchait avec Washington, qui attaque de front n'importe quel gouvernement en Amérique latine considéré comme un obstacle à l'hégémonie américaine sur ce continent.

« Il est clair que ce gouvernement s'est incliné devant les Etats-Unis, parce qu'il a coupé les contacts de Julian – par Internet, téléphone, tous les visiteurs sauf les avocats et livraisons de nourriture le jour où le commandant de Southcom Joseph DiSalvo est arrivé à Quito, Équateur pour renégocier une base américaine que Correa avait fermée. »

Le *Guardian* a fondé ses accusations non vérifiées contre Assange sur des « documents secrets » qu'il avait « vus », en collaboration avec *Focus Ecuador*, un site web de droite. Il a accusé l'agence de renseignement équatorienne « d'avoir financé une opération d'espionnage de plusieurs millions de dollars » pour « protéger » Assange à l'ambassade. En six ans, cette activité aurait coûté 5 millions de dollars.

Un examen plus approfondi du dossier, cependant, indique que la surveillance a été menée principalement contre Assange et WikiLeaks. Une agence de sécurité a surveillé Assange 24 heures sur 24 et installé des caméras de vidéosurveillance dans toute l'ambassade.

« L'Opération invité » a enregistré chaque visiteur qu'Assange a eu pendant six ans, et a espionné chacun de ses mouvements dans la minuscule ambassade, surveillant son humeur, ses habitudes et ses habitudes de sommeil, a rapporté le *Guardian*. Les agents ont consigné le but de la visite de chaque visiteur, leurs informations de passeport et les heures d'arrivée et de départ.

« Chaque mois, l'entreprise de sécurité a envoyé une liste confidentielle des visiteurs d'Assange au président équatorien », a indiqué le journal. « Parfois, l'entreprise ajoutait des prises d'images vidéos secrètes d'invités intéressants, ainsi que des profils et des analyses. »

Selon le *Guardian*, ces indices lui ont peut-être permis « de savoir qui lui a donné la mine de documents piratés qui ont contribué à faire chuter Hillary Clinton aux élections de 2016 ». Il a déclaré de façon inquiétante qu'un tel « visiteur » pourrait « intéresser » le procureur spécial américain Robert Mueller, qui dirige une enquête sur les liens présumés du gouvernement Trump avec la Russie.

Selon le journal, le FBI a déjà interrogé « au moins une source proche de l'Opération invité », indiquant que l'Équateur a remis tous ses documents aux agences de renseignement américaines. En conséquence, toute personne qui a visité ou communiqué avec Assange alors qu'il se trouvait à l'ambassade est exposée à la persécution et, potentiellement, à des coups montés d'accusations de complicité d'espionnage ou d'avoir voulu manipuler les élections américaines de 2016.

Le complot contre Assange est lié à une campagne de plus en plus intense menée par le gouvernement américain et ses alliés pour imposer une vaste censure sur Internet et supprimer la liberté de parole et les droits démocratiques plus larges. Des allégations non fondées de « fausses nouvelles » et « d'ingérence russe » sont utilisées par Google, Facebook et d'autres conglomérats pour restreindre l'accès à des sites Web - y compris WikiLeaks et le World Socialist Web Site - qui



## Sur l'expulsion imminente de Julian Assange

5.04.2019 (arrestation le 11 avril 2019)

Elizabeth LEA VOS

Selon WikiLeaks, l'expulsion de Julian Assange de l'ambassade de l'Équateur à Londres n'était plus qu'une question d'"heures ou de jours". Plus tôt dans la journée, WikiLeaks a annoncé via [Twitter](#) : "Une source de haut niveau au sein de l'État équatorien a déclaré à WikiLeaks que Julian Assange sera expulsé dans les "heures ou jours" qui viennent en utilisant le scandale offshore [#INAPapers](#) comme prétexte - et qu'il y a déjà un accord avec le Royaume-Uni pour son arrestation". WikiLeaks a aussi rapporté une deuxième confirmation d'une autre "source de haut niveau" concernant l'expulsion d'Assange .

Après l'annonce, WikiLeaks [a Tweeté](#) :

"Cet homme est un fils, un père, un frère. Il a remporté des dizaines de prix de journalisme. Il est nominé pour le prix Nobel de la paix chaque année depuis 2010. Des acteurs puissants, dont la CIA, sont engagés dans un effort sophistiqué pour le déshumaniser, le délégitimer et l'emprisonner. #ProtectJulian"

Pour mettre à niveau les lecteurs sur le contexte de cette nouvelle de dernière heure, [Consortium News](#) a rapporté que le président équatorien Lenin Moreno a utilisé un scandale domestique comme prétexte pour expulser Assange de l'ambassade de l'Équateur à Londres :

"Moreno a accusé WikiLeaks d'avoir divulgué des documents l'impliquant, lui et sa famille, dans un complot de corruption avec une société d'investissement panaméenne, INA Investments Corp. WikiLeaks a nié être à l'origine des fuites et aucun document relatif au scandale n'apparaît sur son site Web. Moreno a déclaré que la fuite présumée de WikiLeaks est une violation d'un "protocole" avec Assange qui lui permet de rester à l'ambassade de Londres en échange de son silence public sur toute question politique. Assange n'a jamais accepté le protocole. Ses comptes sur les médias sociaux ont été fermés par l'Équateur en mars 2018."

Il convient également de noter que le prétendu "protocole" imposé à Assange sans son consentement [n'a aucune légitimité juridique](#) et ne s'est jamais appliqué au compte Twitter de WikiLeaks, auquel Assange n'a pas accès depuis plus d'un an. Cela est dû à la décision unilatérale de Lénine Moreno de couper la connexion d'Assange avec le monde extérieur, y compris l'accès à Internet. Néanmoins, Moreno centre ses accusations sur le compte Twitter de WikiLeaks qui a simplement relayé le scandale des INA Papers en cours.

La réalité de l'isolement d'Assange rend également totalement impossibles les allégations selon lesquelles il aurait "piraté" des documents relatifs à Moreno, pour lesquels il n'existe aucune preuve. En tant que décideur qui a ordonné le musellement d'Assange, Moreno sait mieux que quiconque que ses allégations n'ont aucun fondement.

En résumé : les revendications équatoriennes contre Assange sont la définition même de "[fake news](#)".

De plus, l'imposition du "protocole" contre Assange depuis 2018 s'est manifestée par un ensemble d'obligations en constante évolution, comme en témoigne [Cassandra Fairbanks](#), après sa récente visite à l'ambassade équatorienne, sur les conditions de vie d'Assange. Mme. Fairbanks raconte comment on a ordonné à M. Assange et à son avocat de se soumettre à des scanners corporels et à des fouilles corporelles afin d'être autorisés à parler avec un journaliste. Fairbanks a cité Assange qui protestait contre son traitement, accusant l'ambassadeur équatorien d'agir comme un agent du gouvernement américain.

L'inévitable poursuite d'Assange par les États-Unis s'il était expulsé de l'ambassade se concentrera probablement sur la publication par WikiLeaks de documents [datant de l'ère Manning](#).

L'emprisonnement récent de [Chelsea Manning](#) pour son refus de coopérer avec un grand jury secret convoqué pour poursuivre Assange et WikiLeaks corrobore cette conclusion. Ce point est crucial à comprendre, car il définit la poursuite d'Assange comme une mesure de représailles pour sa documentation révolutionnaire sur les crimes de guerre, et non sur les événements de 2016 [publication de courriels d'Hillary Clinton pendant la campagne électorale US - NDT] .

Pourquoi cela revêt-il une importance considérable pour la presse et le grand public ? L'ancien ambassadeur du Royaume-Uni Craig Murray [va droit au but en écrivant](#) :

"La question fondamentale est de savoir si un journaliste ou un éditeur doit être enfermé à vie pour avoir publié des documents faisant état de crimes de guerre. Si la réponse est oui, où est la liberté de la presse ?"

Si les organes d'information traditionnels se souciaient de leur capacité à fonctionner autrement que comme des porte-parole d'agences de renseignement et de grandes entreprises, ils remueraient ciel et terre pour s'opposer à la persécution du plus grand d'entre eux.

Au lieu de cela, nous avons été témoins d'une presse qui a mené une guerre de propagande contre Assange, le vilipendant sur la base de nouvelles totalement fausses. Nous assistons à la disparition progressive du concept de journalisme, de la souveraineté de l'Équateur et de l'espoir de transparence pour le public.

Assange et WikiLeaks se dressent devant les structures de pouvoir militaires américaines et britanniques pour notre bien à tous, et en particulier à ceux qui se considèrent journalistes. Malheureusement, ceux qui ont fait le plus pour dénigrer WikiLeaks sont aussi ceux qui ont le plus profité des sacrifices d'Assange.

Le mot "journaliste" ne semble plus s'appliquer aux médias de l'élite. Au lieu de cela, il s'agit d'une classe de commentateurs et faiseurs d'opinion, muets sur cette question, et qui par leur silence se révèlent comme rien d'autre que des flagorneurs serviles de la ploutocratie.

Le journaliste Chris Hedges, lauréat du prix Pulitzer, [a comparé le traitement](#) d'Assange à la crucifixion du Christ. Pour étendre cette métaphore, Lenin Moreno peut être comparée à Judas Iscariote, vendant Assange [pour 30 pièces de monnaie](#) - ou un [allègement de dette](#).

Il semble qu'il n'y ait aucun moyen de rendre pleinement compte de l'ampleur de la trahison de l'opinion publique mondiale que représenterait l'arrestation d'Assange. Aucun mot ne peut décrire l'amplitude de l'inversion intentionnelle de la vérité qui a entaché la réputation d'Assange aux yeux du public, depuis 2010 et jusqu'aux dernières tentatives de manipulation du gouvernement de Lenin Moreno et des médias soutenus par l'État équatorien.

La journaliste indépendante [Caitlin Johnstone écrit](#) :

"Si on leur permet d'emprisonner Julian Assange pour avoir pratiqué le journalisme, c'est fini. Terminé. Autant cesser de nous préoccuper de ce qui se passe dans le monde et rester assis avec les bras croisés pendant que les oligarques nous conduisent à la catastrophe écologique, à l'anéantissement nucléaire ou à la dystopie orwellienne. Si nous, la majorité, n'avons pas la volonté pour nous opposer à ces quelques-uns et leur dire : "Nous avons le droit de découvrir la vérité sur vous, bande d'enflures, et nous en servir pour mieux comprendre le monde, et vous ne pouvez pas criminaliser ça », alors nous n'avons certainement pas les nerfs qu'il faudra pour arracher le contrôle de ce monde des mains des ploutocrates sociopathes et prendre notre destin entre nos propres mains".

Johnstone poursuit :

"L'arrestation de Julian Assange serait la bifurcation. C'est là que nous déciderions collectivement, en tant qu'espèce, si nous voulons survivre dans le futur, et si nous le

